

A l'Est du nouveau !

Deux ans après la fusion très contestée de l'Alsace avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne, une réflexion sur l'avenir de l'Alsace est lancée par Matignon. Au lendemain de cette annonce, 130 élus alsaciens LR, UDI, LREM et membres de la société civile ont signé une déclaration "Cap vers l'Alsace !" et lancé un appel pour "une collectivité territoriale d'Alsace à statut particulier", dotée de compétences d'Etat, notamment en matière d'enseignement linguistique, d'économie, du tourisme, de formation professionnelle et de bilinguisme.

Et à l'ouest ?

Après le président PS de la région B4, Loïc Chesnay-Girard, qui, le 7 février

souhaitait des ouvertures sur le droit à la différenciation et l'autonomie fiscale, c'est maintenant Marc Le Fur, député (LR) des Côtes-d'Armor et président du groupe d'opposition droite et centre au Conseil régional, qui appelle à une mobilisation de toutes les forces économiques pour faire entendre la voix de la Bretagne auprès du gouvernement français. Cerise sur le gâteau, Loïc Chesnay-Girard a proposé à l'assemblée régionale, réunie le 15 février, « un travail sur le droit à la différenciation au sein de la République. Alors oui, messieurs, le Parti Breton salue vos initiatives pour notre Bretagne.

Comme dans les années 50 avec le CELIB ou aujourd'hui en Corse, le temps est venu pour un large rassemblement des

Bretons pour affirmer leur droit à se construire un avenir à la hauteur de leurs ambitions et de leur potentiel culturel et humain. Le Parti Breton soutient et soutiendra cette dynamique unitaire de sursaut national pour la Bretagne. Il faut exiger une collectivité unique à statut particulier, la réunification de notre pays, plus de désenclavement terrestre et numérique, plus de reconnaissance culturelle et institutionnelle, qui sont les conditions du développement économique.

La Bretagne de demain sera émancipée, écologique, solidaire et entreprenante.

Le Bureau Politique du Parti Breton

Gouvernement de Paris-Normandie : La Bretagne flouée

Le rapport Duron (ancien député et maire de Caen) semble avoir été très bien reçu par son compatriote normand Edouard Philippe (premier ministre français et ancien maire du Havre). Et pour cause, ce rapport fait la part belle en matière d'infrastructures portuaires et de transport de fret (fluvial et ferroviaire) aux ports de Le Havre-Rouen.

La Bretagne par contre est une nouvelle fois écartée des schémas de développement portuaires, pour lesquels les Bretons seront néanmoins financièrement mis à contribution. Les élus normands, qui ont su obtenir la réunification de la Normandie (alors que les élus bretons n'ont rien su obtenir), jouent la carte du « Grand Paris » - favorisés par leur situation géographique- et tirent habilement leur épingle du jeu en parlant d'une seule voix pour la Normandie.

En matière maritime comme ailleurs, la partition administrative coûte cher à la Bretagne. Faut-il rappeler l'exemple symbolique de l'Agence Européenne de Sécurité Maritime (AESM) qui se trouve à Lisbonne parce que Brest (Région administrative de Bretagne) et Nantes (Région des Pays de Loire) n'ont pas réussi à s'entendre ?

Faut-il à nouveau rappeler le projet CombiWest de fret ferroviaire porté par la SICA de Saint-Pol et largement empêché par la France ?

A l'évidence il manque une stratégie globale, fruit d'une ambition et d'un respect pour la Bretagne et les Bretons. Et nous le savons bien, attendre de la France qu'elle le fasse est une folie, elle qui nie la Bretagne jusque dans sa langue. Il est aujourd'hui affligeant de voir que les élus -déjà tournés vers leurs prochains enjeux électoraux- ne s'emparent pas de ces sujets, en dehors de quelques coups de mentons médiatiques, en ayant une véritable stratégie pour la Bretagne. Alors que le gouvernement « Paris-Normandie » du premier ministre Edouard Philippe avance à grands pas. L'heure est venue pour la Bretagne d'un sursaut national !



La Grande Hermine de la Comapêche
Photo P. Delorme

La Bretagne flouée par la France et par ses élus

Ce rapport Duron, qui préfigure très probablement la position du gouvernement français, indique ainsi que la Bretagne ne sera pas mise à grande vitesse. Le Parti Breton a toujours dénoncé le choix technologique pour la Bretagne du TGV français (Alstom) face à la technologie pendulaire, technologie allemande permettant - à moindre coût- de mettre à grande vitesse les lignes Brest-Paris et Quimper-Paris et non simplement Rennes-Paris, desservant ainsi les gares intérieures bretonnes. La France a donc fait le choix de financer Alstom, avec l'argent des Bretons, au détriment du service à la Bretagne et aux Bretons.

Les élus bretons ont endetté la Bretagne de près de 1 milliard d'euros sur un programme qui ne sera pas respecté et qui se

situe, en l'état actuel, pour les trois quarts en dehors du territoire de la Bretagne, obérant ainsi les marges de manœuvre de la Bretagne.

Alors que l'abandon de l'aéroport de NDDL, pourtant encore à l'état de projet, devrait coûter plusieurs centaines de millions d'euros de compensations versés à Vinci, il semblerait que les élus bretons n'aient pas prévu de clauses similaires en engageant l'argent du travail des Bretons. Nul doute que -comme pour le N- le Conseil régional de Bretagne administrative ne devrait pas tarder à émettre un vœu unanime...

Et maintenant ?

Le Parti Breton, qui avait à maintes reprises alerté les Bretons sur ce sujet, ne désarme pas. Il est nécessaire de mettre les axes Brest-Rennes, Brest-Nantes et Nantes-Rennes à grande vitesse et d'en assurer l'accessibilité depuis toute les villes de Bretagne pour connecter l'ensemble des Bretons entre eux et à l'Europe et pas seulement à Paris.

Pour y parvenir, il nous faudra :

- des marges de manœuvre financières et légales sur -à minima- la base d'un statut proche de celui du Pays Basque sud ;
- la libéralisation du transport ferroviaire et l'arrivée d'acteurs privés.

Mais là aussi, il faudra compter sur l'Etat français (via la SNCF) pour mettre des bâtons dans les roues des Bretons comme on l'a déjà vu dans le projet Combiwest.

**Pour le Parti Breton,
le bureau politique**